



Fédération de l'Équipement, de l'Environnement des Transports et des Services

6 mars 2008 : une étape majeure dans la mobilisation générale de tous les personnels pour la préservation du MEDAD !

10 000 agents manifestent à Paris pour leur avenir et celui de leur ministère

Plus de 10 000 agents de tous les services et de toutes les structures du MEDAD, originaires des anciens ministères de l'Équipement, de l'Écologie et de l'Industrie, ont manifesté jeudi 6 mars 2008 de leur ministère, boulevard Saint Germain, à Matignon.

Bravo à toutes et à tous !

La FEETS FO et les syndicats nationaux FO saluent les militants qui ont rendu ce succès possible, qui se sont mobilisés afin de réussir les actions locales des dernières semaines (pétitions, contacts avec les élus, articles de presse) et qui ont su relayer les revendications à l'ensemble des personnels du MEDAD.

Et cela dans un contexte difficile où certains se sont attachés ses derniers jours à tenter, en vain, de fissurer le front intersyndical en tentant de faire passer pour de maigres cadeaux de consolation les épines tombées du sapin de Noël au moment où la maison brûle !

Le succès incontestable (et incontesté) de la manifestation nationale du 6 mars 2008 démontre que les personnels du MEDAD ne sont pas dupes. Ils n'acceptent pas l'avenir dessiné par les décisions et les orientations du gouvernement à travers la révision générale des politiques publiques (RGPP) et par la suppression des missions, des services, des compétences et des effectifs du ministère.

Une chose est désormais certaine : forts de ce rapport de force, **les personnels du MEDAD se battent pour préserver l'intégralité du MEDAD, de ses structures, de ses moyens, de ses effectifs** et pour défendre le service public de l'écologie, de l'aménagement et du développement durables du territoire.

Les audiences obtenues par l'intersyndicale FO, CGT, CFDT, FSU avec le directeur de cabinet et le secrétaire général du ministre d'État, avec des conseillers de Matignon montrent que **le combat est loin d'être terminé**, et que **rien n'est encore acquis** pour l'instant en ce qui concerne la préservation des missions et des effectifs du MEDAD.

Le MEDAD demeure toujours sans lettre de mission et sans stratégie (hormis les orientations générales du Grenelle de l'Environnement prochainement traduites dans une loi). Ministère technique aux « fonctions concurrentielles », donc externalisables, comme le rappelle le ministre d'État lui-même, le MEDAD demeure donc la cible privilégiée des équipes d'audit RGPP et parfois même d'autres ministères (qui, eux, disposent de projets stratégiques).

En matière d'effectifs, le MEDAD est incapable de défendre ses besoins faute de stratégie claire, au moment où le budget triennal 2009/2011 se prépare.

Si nous entendons et prenons acte des propos (oraux ou écrits) du ministre d'Etat, nous constatons que les annonces relatives à la création d'une Agence Routière, aux transferts des services de navigations à Voies Navigables de France ou aux Ports Autonomes, à la suppression de structures et d'effectifs en ingénierie publique dans les Directions Départementales de l'Équipement et de l'Agriculture et dans le Réseau Scientifique et Technique, à l'externalisation de missions dans les domaines de l'Eau ou de la Biodiversité, ou encore à la fermeture d'écoles proviennent des équipes d'audit RGPP du MEDAD, de l'administration du MEDAD ou de ses établissements !

Voire de l'extérieur du ministère, où il est désormais question de lui retirer l'aménagement du territoire (et donc in fine les services déconcentrés) pour placer cette compétence au ministère de l'Intérieur.

Il est donc essentiel, comme FO le revendique depuis des mois, que le ministre d'Etat du MEDAD établisse enfin la stratégie du ministère, à partir des missions actuelles, des orientations du Grenelle et des autres éléments opérationnels relevant du développement durable et de l'ensemble des prérogatives ministérielles (transports, infrastructures, technicités, RST, logement, aménagement du territoire, écologie, mer, aviation civile,...).

- Seul un tel document, validé au niveau gouvernemental, permettra d'arrêter une bonne fois le périmètre précis du MEDAD et le statut de ses structures (Directions de l'Administration Centrale, services déconcentrés, écoles, établissements sous tutelle,...).
- Seul un tel document permettra d'obtenir une vision d'ensemble de l'intégralité du contour et du contenu des missions ministérielles.
- Seul un tel document permettra la démonstration et la justification des effectifs pour mettre en œuvre ce projet stratégique et les politiques publiques qu'il porte.
- Seul un tel document stratégique permettra d'assurer au ministère une défense efficace contre l'arme de destruction massive du service public et de ses effectifs que représente la RGPP.
- Seul un tel document stratégique ambitieux permettra d'agir, d'aller de l'avant, de construire durablement, d'imposer et d'arrêter ainsi de subir !

Faute de stratégie ministérielle avérée à ce jour, les arbitrages prochains au plus haut niveau de l'Etat, issus de la RGPP ou du prochain remaniement ministériel annoncé (même modeste), demeurent potentiellement défavorables, voire très défavorables, pour le MEDAD, pour ses services, pour ses agents.

Il est donc déterminant de rester mobilisés et d'agir pour maintenir le rapport de force établi par tous les personnels du MEDAD afin de continuer à peser pour obtenir des arbitrages et décisions préservant nos missions, nos services, nos compétences, nos emplois !

Le 6 mars 2008 est un réel succès. Une étape majeure dans la mobilisation qui doit se poursuivre pour le MEDAD, ses services et ses agents !